


étaient organisés pour mettre en place un nouvel ordre politique. Mais, les résultats de ce scrutin ont été contestés, puisque les différents observateurs ont bien noté la victoire d'un autre candidat en lieu et place de J. Kabila proclamé pourtant comme vainqueur. En plein centre-ville de Kinshasa, la guerre avait éclaté entre les deux clans politiques en compétition, faisant plusieurs victimes et de graves dommages matériels. Le même scénario s'est reproduit en 2011 au détriment du candidat présidentiel Etienne Tshisekedi qui revendiquait la victoire attribuée frauduleusement à J. Kabila. **J'avais en ce temps fait remarquer que les résultats proclamés par la CENI n'étaient conformes ni à la vérité, ni à la justice.** Cette fois-ci, on peut donc confirmer que la fraude, le mensonge et la corruption sont érigés en système de gouvernance par un groupe d'individus qui ont pris tout le pays en otage. Or, à voler chaque fois la victoire du peuple, il y a donc risque que tout le travail réalisé pour la démocratisation soit rejeté par le peuple qui ne croirait plus à la démocratie et prêterait le flanc au retour du cycle de violence orchestré par de vendeurs d'illusions à la solde des multinationales avides des richesses minières congolaises. Les défis sécuritaires étant déjà considérables, nous formulons le vœu de la victoire de la vérité des urnes qui seule comporte la force de persuader le peuple que ses aspirations étant respectées, tout projet de violence viendrait faire impasse sur son relèvement.



Mais, ces irrégularités intentionnellement orchestrées peuvent-elles ébranler les espoirs d'un avenir radieux en RD Congo ?

L'espérance ne déçoit pas !

15. Si à court terme, la fraude électorale est entrain de conduire le pays vers une impasse, il reste que sur le long terme, l'œuvre d'éducation civique et électorale entreprise par différents acteurs porte déjà ses fruits et permet de raviver la confiance que les questions de la population, de l'Etat de droit, de l'éducation, de l'économie, des services publiques, de la relance de l'agriculture seront prises en charge par les congolais qui continueront à lutter pacifiquement afin de construire un Congo plus beau qu'avant. Nonobstant l'échec de certaines organisations sous-régionales et internationales à trouver des solutions efficaces sur le Congo où la guerre a fait des millions des morts, le peuple qui voit ses aspirations mutilées et son espérance entravée, ne perd pas de vue que l'avenir est entre ses mains chaque fois que les évènements contraires l'obligent à trouver d'autres raisons de vivre et d'espérer. Une telle espérance pousse constamment le peuple à une véritable éthique de précaution et de ses responsabilités. Si ces élections débouchaient sur une véritable alternance, le peuple commencerait alors une réconciliation enracinée dans la vérité, en vue de la paix durable et de la justice communautaire, aidé par le travail de mémoire. Le pape Benoit

XVI affirme à ce propos : « *Pour devenir effective, cette réconciliation devra être accompagnée par un acte courageux et honnête : la recherche des responsables de ces conflits, de ceux qui ont commandité les crimes et qui se livrent à toutes sortes de trafics, et la détermination de leur responsabilité. Les victimes ont droit à la vérité et à la justice. Il est important actuellement et pour l'avenir de purifier la mémoire afin de construire une société meilleure où de telles tragédies ne se répètent plus* » (Africae Munus, n° 21). Même si cette vérité et cette justice ne trouvent pas gain de cause dans les résultats des élections, la responsabilité du peuple est créatrice de possibilités nouvelles, voire inédites de les revendiquer et de les réaliser.


16. Cette responsabilité de l'espérance qui dans l'Etat de droit impose à tous l'impératif de la vérité et de la justice, ne peut opérer que grâce à une sagesse de la gestion des populations. L'identification et le recensement des populations sont un préalable au respect des droits et des libertés, à l'Etat de droit. Pour respecter les droits des personnes, il convient qu'elles soient nommément connues et formellement identifiées. Des dizaines, voire centaines de milliers des personnes qui meurent suite à des violences et d'autres catastrophes sont simplement ignorées, car elles ne sont pas identifiées. Si elle est bien menée, cette identification aidera de nombreuses familles meurtries par deux

décennies de guerre de retrouver l'espérance de se recomposer. **Une saine gestion des populations** pourrait alors soutenir des grandes réformes dans l'éducation, dans l'administration, en vue d'une distribution équitable de la richesse du pays. Plus les années passent, plus il devient difficile de faire un sérieux travail de mémoire et de réparation vis-à-vis des victimes. Depuis les années 90, on peut se rendre compte que l'avenir du Congo a été chaque fois compromis puisque les véritables aspirations du peuple ont été étouffées et les contestations pacifiques ont été réprimées dans le sang. L'oubli de toutes ces victimes est contraire à la responsabilité pour l'avenir qui suppose un travail de mémoire. **L'identification des populations** ajoute un relief particulier à la politique de collaboration, de participation en vue de l'équité : « *Il s'avère impérieux de respecter fidèlement les aspirations légitimes du peuple, spécialement en ce qui concerne l'instauration d'un système politique beaucoup plus démocratique, et recréer un climat de confiance entre le peuple et ses dirigeants. Toutes les dispositions doivent être prises à cet effet. Il est donc urgent de relancer la marche de la Nation [...] et de définir le cadre institutionnel de participation et de collaboration de tous les citoyens à la réalisation progressive du nouveau projet de société zaïroise. [...] Il importe de privilégier toutes les voies et solutions fondées sur la vérité, le dialogue, le consensus national, le respect de la liberté et de la dignité humaine* » (CEZ, *Tous appelés à bâtir*)

la nation, 20-22). Durant trois décennies, l'avenir du Congo a été désorienté par ses dirigeants qui, méprisant leurs propres populations, s'enrichissaient impunément et servaient les appétits des puissances étrangères et des individus mafieux en bradant les ressources du pays, afin de bénéficier en retour de leur protection et nullement de la confiance du peuple.

17. L'espérance qui appelle au courage de la responsabilité du peuple concerne également le secteur de l'économie, dans son sens le plus strict comme gestion de la maison commune. Une telle gestion grandit dans la vérité, la justice et l'implication de toute la nation. Le Congo est la maison commune de chaque fille et fils de ce pays, et personne ne doit en exclure un autre sous quelque prétexte que ce soit. L'importance de sa population, couplée à la grandeur de sa superficie, est un atout majeur au bénéfice d'une solide économie. Mais, la fraude électorale n'est en réalité que la fine pointe d'un iceberg qui cache tout un système de prédation des ressources du Congo. En effet, **sur le plan économique**, le peuple avait dû attendre 2006 pour voir arriver un plan de reconstruction du pays avec **le programme présidentiel des cinq chantiers de la République** censés être cinq voies prioritaires pour le développement du pays, à savoir : les infrastructures (routes, rails, ponts), la création d'emplois (qui passe par ^{HP} l'amélioration du climat des affaires et les investissements),


l'éducation (les écoles et les universités sont à reconstruire), l'eau et l'électricité, et enfin, la santé. Mais, le peuple n'a pas attendu que les cinq ans du mandat présidentiel s'écoulent pour dénoncer une vaste escroquerie et un projet qui en fait visait à démembrer les grandes entreprises minières du pays et brader les riches concessions minières du pays, en vue de piller davantage le sous-sol congolais. A travers l'attribution de juteux contrats miniers à des multinationales et autres sociétés étrangères au détriment de l'Etat, Joseph Kabila entendait bien trouver de partenaires qui l'aideraient à consolider son pouvoir.

18. En 2011, Joseph Kabila prétendait mettre le pays en route vers **une révolution industrielle dite révolution de la modernité**, en assignant à son gouvernement le cap vers l'émergence. Au bénéfice du pays, il devrait s'agir d'un projet ambitieux qui à long terme aurait entraîné le développement et l'industrialisation de la R. D. Congo. Mais, en réalité, il était question d'un slogan de plus au contenu creux qui s'ajoutait à la longue liste des expressions démagogiques, telles que « retroussons les manches », « le septennat du social », « tout doit changer et tout va changer », etc. Dans un pays où pourtant quasiment tout semble à reconstruire, seuls quelques bouts de route ont été réparés, une pincette d'hôpitaux réfectionnés, une insignifiante poignée des bâtiments construits et innovés, etc. 

Quand bien même beaucoup étaient embobinés jusqu'à ce qu'ils finissent par y croire, il reste que la grande majorité retorquait aux dirigeants que le principal chantier ou la première révolution consistait dans **le changement des mentalités**, un changement qui doit commencer par la tête, pour contaminer tout le corps. Le peuple attendait de tous ses vœux que ses dirigeants abandonnent la corruption, le détournement du denier public, toutes ces anti-valeurs qui ont assombri la deuxième République. Refusant d'être pris au piège d'un nouveau mensonge, le peuple qui comprenait désormais mieux sa destinée discernait à bon escient que c'est l'homme congolais convié au changement des mentalités qui doit être mis au cœur de tout projet de développement de la nation. A l'occasion de la messe de Pâques 1997, j'indiquais que le changement ne doit pas se réaliser à la manière de la mue du serpent qui garde complètement sa nature, mais selon la métamorphose de la chenille qui se transforme en papillon. Ce changement pose en dernière analyse la question du développement intégral de l'homme qui demande une approche et une réponse globales, en s'appuyant sur une éducation dont les assises anthropologiques sont crédibles (cf. *Africae Munus*, n° 71).

19. A la tête des anti-valeurs qui minent la société congolaise, trône **la corruption**. En effet, avec l'impunité qui continue à battre son plein, l'argent du contribuable est systématiquement détourné

par des gestionnaires à la solde des gouvernants. Des hommes intelligents et compétents très souvent, mais par corruption de leur conscience, perdent de vue l'intérêt général de la nation au profit du clan ainsi que de la famille politique et biologique. La politique est devenue l'arène de l'enrichissement facile, rapide et illicite. Différentes enquêtes et études ont dévoilé une part importante de **l'incommensurable fortune** que Joseph Kabila a amassé durant ses 17 ans au pouvoir, entre autres par le déboulonnement des entreprises publiques et le trafic illicite des ressources minières du pays. Après lui, les ministres et les généraux font ou tentent de faire pareil. Les revenus de l'économie, les impôts, l'aide internationale sont systématiquement détournés sans réellement profiter au peuple. De l'aveu maintes fois répété de la population, cette corruption a infestée même les structures de base de la société. Très souvent pour réussir aux examens, les écoliers et les étudiants se trouvent obligés de corrompre les professeurs. Pour bénéficier d'une consultation médicale et de la prise en charge requise, les familles des patients doivent soudoyer le personnel soignant dans les hôpitaux publics et centres de santé de l'Etat, du reste sous-équipés et mal entretenus. Dans certains coins où l'électricité et l'eau potable sont encore fournies, bien souvent la population est contrainte de passer par des moyens frauduleux pour conserver un tel luxe. Des barrières qui jonchent les routes ne justifient souvent leur persistance que parce qu'elles



permettent aux policiers, militaires et d'autres services de rançonner les paisibles citoyens et commerçants. Durant le processus électoral, les policiers en poste dans les bureaux d'enrôlement acceptaient systématiquement de l'argent pour laisser ceux qui venaient en retard tandis que les honnêtes gens venues tôt moisissaient toute la journée sous un soleil de plomb. Pire, la CENCO n'a pas manqué de signaler des tentatives d'achat de cartes d'électeurs et de corruption de membres de bureaux de vote par certains candidats. Bref, la lutte contre la corruption érigée en système de gouvernance ne peut qu'aider à la relance de l'économie et à la mise en place des politiques efficaces en matière de l'éducation, de la santé et d'autres infrastructures de base. Il n'y a pas de relèvement de l'économie sans cette responsabilité collective, sans une éthique qui lutte impartialement contre les corrompus, les corrupteurs, les fraudeurs, les profiteurs et les paresseux.

20. Or, on sait que le Congo, aujourd'hui plus qu'hier, à l'ère de la transition énergétique, est au centre des enjeux mondiaux du développement et du climat. Par la grandeur de son bassin hydrographique et sa situation stratégique au cœur de l'Afrique, le Congo est un partenaire incontournable pour offrir de l'eau potable à plusieurs pays. Depuis quelques années, la densité et la qualité de sa forêt occupe le cœur du grand projet environnemental qui

visé à réduire l'échauffement de la planète. Son barrage hydroélectrique d'Inga possède une grande capacité pour fournir l'électricité propre à plusieurs pays de la sous-région. A l'horizon 2035, il est possible que la transition vers les véhicules électriques passe à l'échelle de 50%, exigeant des millions de tonnes en plus dans la production du cuivre. De même, la production de Nickel et celle de cobalt doivent être décuplée pour répondre aux différentes demandes. Bref, les minerais du Congo sont très sollicités par les multinationales dont la grande majorité en présence au Congo trempe dans la corruption et encourage des évasions fiscales. Au niveau de la population, le Congo est parmi les premiers pays dont le taux des jeunes est le plus élevé, si bien que ces jeunes par leur dynamisme peuvent largement influencer la vie de l'Afrique et du monde. La RD Congo a le potentiel nécessaire à son émergence, avec son énorme superficie des terres arables, elle est capable d'être le grenier de l'Afrique.

21. La responsabilité citoyenne ne se consolide qu'à travers une politique efficace de l'éducation nationale qui garantit le droit et l'accès de tous à l'éducation. Cette éducation doit se construire sur des valeurs humaines fondamentales dont la liberté, la vérité et la justice. L'avenir du Congo convie à former des jeunes qui n'ont pas peur, mais travaillent dans la sérénité et restent confiants dans l'avenir. Depuis 1990, l'épiscopat n'a ménagé aucun effort pour

dénoncer une politique de terreur qui au final entretient des gangs. Il notait : « *Nous nous rendons [...] à l'évidence que la situation présente est caractérisée par la peur, l'angoisse et l'incertitude face à l'avenir* » (cf. CEZ, *Tous appelés à bâtir la nation*, 6). Mais, grâce l'éducation civique, depuis quelques années, le peuple apprend à défendre ses droits en martelant courageusement que désormais « la peur a changé de camp ». L'espérance impose « *d'impliquer directement la jeunesse dans la vie de la société et de l'Église, afin qu'elle ne s'abandonne pas à des sentiments de frustration et de rejet devant l'impossibilité de prendre en mains son avenir, particulièrement dans les situations où la jeunesse est rendue vulnérable par le manque de formation, le chômage, l'exploitation politique et toutes sortes d'addictions* » (Africae Munus, n°63).

La foi en la vérité


22. La lutte pour la vérité fait partie des valeurs fondamentales de la démocratie et de l'Etat de droit, dans la détermination à déjouer les rhétoriques démagogiques et une diplomatie de la langue de bois. Le mépris de la vérité avait conduit au non-respect de la Constitution à la fin du deuxième mandat de Joseph Kabila en envenimant la crise qui ruinait déjà les institutions du pays. La CENCO avait fait observer que l'origine de la conjoncture misérable dans laquelle vivait le peuple congolais est une

conséquence de la persistante crise sociopolitique due principalement au déficit de vérité et de justice dans la résolution du contentieux électoral et à la non-organisation des élections conformément à la constitution qui par ailleurs ne devrait nullement être violée en ces articles verrouillés. Après le naufrage du dialogue de la cité de l'OUA, la présidence avait confié à la CENCO la mission de bons offices en vue de conduire le dialogue d'où sont sortis les accords dits de la Saint Sylvestre. Malheureusement, ces accords étaient torpillés par le président Kabila lui-même au point de perdre complètement de leur substance, si bien que le cadre pour des élections réellement inclusives et apaisées n'était plus garanti. Six mois après la signature de ces accords, réunis en la 54ème Assemblée Plénière Ordinaire à Kinshasa, du 19 au 23 juin 2017, les Archevêques et Evêques, Membres de la CENCO pensant les ambiguïtés de l'interprétation de ces accords, écrivaient : « *L'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 contient des pistes de solutions à la sortie pacifique de cette crise. Par manque de volonté politique, la mise en œuvre intégrale de cet Accord est insignifiante. Au mépris de la souffrance de la population, les acteurs politiques multiplient des stratégies pour le vider de son contenu, hypothéquant ainsi la tenue d'élections libres, démocratiques et apaisées. C'est pourquoi, nous exhortons toutes les parties prenantes à l'Accord à assumer pleinement leurs* »

responsabilités de bonne foi et par amour pour la patrie. Des prétendues solutions mises en place ne contribuent pas à la cohésion nationale. Elles risquent plutôt de hâter l'implosion de notre cher pays. N'allons pas à contre-courant des idéaux de l'indépendance » (Le Pays va mal, n°14). Il est temps de sortir de ce cycle de mensonge et d'injustice, de corruption et de prédation, un cycle où Joseph Kabila, en fin de compte, s'est permis de rester fermement en place au-delà d'un départ nominal en fabriquant des résultats électoraux non-conformes à la vérité des urnes, afin de permettre aux congolais de poursuivre la démocratisation des institutions, d'en finir avec la guerre et de s'engager dans la véritable voie du développement du pays. Il est temps finalement que les minables dégagent définitivement avec l'avènement d'hommes et femmes politiques totalement nouveaux !

23. Que conclure quant à l'avenir du Congo? Ma position personnelle est que le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme doit prévaloir dans un Congo futur. Il ne faut pas que le véritable vainqueur d'une élection soit empêché d'être proclamé vainqueur parce que le régime en place contrôlerait toutes les institutions responsables des résultats des élections. Des commissions électorales futures sous le contrôle exclusif d'un gouvernement à la gouvernance désastreuse ne peuvent que mener à un désastre électoral plus grand encore. Il est

inconcevable que tout ceci arrive dans un pays où est présent la plus grande mission civile et militaire de l'ONU. Le fiasco électoral actuel sous la présence de la mission de l'ONU est incompréhensible. A l'avenir, cette mission ainsi que ses chefs doivent être du côté des congolais et ne devraient point donner cette impression maintes fois observée d'être de connivence avec le régime dictatorial en place. Aucun argument sur la soi-disant souveraineté nationale ne pourra faire le poids sinon cette même mission de l'ONU ne serait point devenue presque une mission permanente depuis bientôt 20 ans.

24. Une partie des problèmes mentionnés ci-dessus se réduit à la mauvaise gouvernance: Il y a un manque cruel d'un leadership compétent, responsable, visionnaire et intègre, capable de faire fructifier le formidable potentiel du Congo pour la prospérité de sa population et celle de ses amis. Je ne vois pas comment la continuation du régime de Kabila sous d'autres formes telle qu'opérée par le fiasco électoral du 30 décembre 2018 améliorera la gouvernance du Congo, étant donné que du vin supposément neuf a été versé dans de vieilles outres. En lieu et place de ces calamiteuses élections, un gouvernement de transition sans Kabila, conduisant à des élections justes et libres, aurait permis aux congolais de prendre leur destin en mains. 

25. La question qui se pose maintenant est évidemment celle de savoir quelle voie suivre après tant de subterfuges qui ont fait glisser le pays dans une dictature de plus en plus barbare qui est allée jusqu'au sacrilège de la profanation de nos églises et à la disparition de la possibilité d'une alternance politique crédible et démocratique au Congo ainsi qu'à l'encouragement du tribalisme afin de diviser pour régner. Il fallait forcer Joseph Kabila et son régime de démissionner immédiatement. Cela n'a pas été fait et nous avons hérité d'une continuation du même régime sous une forme masquée. Fasse le ciel qu'il en soit autrement !

Enfin, pour finir de répondre à la question de notre propos de ce jour, à savoir quel avenir le Congo aura après la fraude électorale du 30 décembre 2018, nous faisons confiance en notre peuple pour surprendre, car seul le peuple Congolais doit être au centre des solutions qui permettront d'écrire son histoire d'un avenir meilleur, prospère et radieux.

Je vous remercie pour votre aimable attention.


+ L. Card. Monsengwo Pasinya